



Conseil économique et social

Distr.: Générale
29 mars 2006

Français
Original: Anglais

**Commission pour la prévention
du crime et la justice pénale**
Quinzième session
Vienne, 24-28 avril 2006
Point 6 de l'ordre du jour provisoire*
**Coopération internationale dans la lutte
contre la criminalité transnationale**

Mesures contre la criminalité organisée

Déclaration de l'Association internationale de police**

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après qui est diffusée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* E/CN.15/2006/1.

** Le présent document est reproduit tel qu'il a été reçu.



La lutte contre la criminalité (transnationale) organisée dans le monde entier est avant tout passée par l'utilisation des instruments traditionnels qui existent dans les différents pays. En Europe, la coopération internationale en la matière est rendue particulièrement difficile par la diversité des lois, des codes pénaux et des codes de procédure pénale. La première difficulté, lorsque l'on a commencé à lutter contre la criminalité organisée, a été de reconnaître que ce phénomène pose un problème, d'autant que son existence a été niée pendant de nombreuses décennies. La deuxième difficulté tient à la souveraineté des pays. La coopération de la police au niveau international est limitée par le principe fondamental des constitutions des États. L'individualisme a toujours été la force et la faiblesse de l'Europe. Cela étant, d'importants progrès ont été faits dans ce domaine. Même aujourd'hui, à l'heure où la Communauté européenne s'élargit, l'individualisme de certains de ses membres crée des problèmes. Outre les mesures structurelles, des mesures techniques ont permis d'améliorer la capacité des forces exécutives de lutter contre la criminalité, notamment la criminalité organisée. L'évolution des technologies est d'un grand secours à cet égard. L'informatique est utile pour analyser les structures de la criminalité, les fichiers de personnes et d'entreprises. L'analyse informatique repose sur l'assimilation d'informations passées, l'étude de dossiers et de documents judiciaires connexes, et l'examen de documents publics. En dehors des méthodes d'analyse intensives, le contrôle librement accepté, la surveillance physique, la surveillance électronique et les écoutes téléphoniques sont aussi des moyens techniques de lutter contre la criminalité organisée. L'ensemble de ces nouvelles méthodes appelle un "policier moderne et formé", plus technocrate qu'enquêteur au sens traditionnel. Il va sans dire que les entretiens et les interrogatoires demeurent très importants, mais la lutte contre la criminalité organisée exige des concepts, des stratégies et des techniques modernes. La formation est donc capitale pour les services de police. Parallèlement, il faut définir un nouveau profil du fonctionnaire de police. Dans tous les pays européens, une nouvelle législation a été examinée de près. Dans la Communauté européenne, de nouvelles formes de coopération policière apparaissent. L'une des principales initiatives a été la création d'Europol, instrument spécialement destiné à lutter contre le problème essentiel de la criminalité transnationale organisée mais aussi contre le trafic de drogues. L'Office est très efficace et a de bons résultats. À cela s'ajoutent les très nombreuses activités menées avec succès par des organes des Nations Unies, en coopération avec les commissions de l'ONU, dans les domaines de la criminalité transnationale organisée, du terrorisme, de la corruption, des drogues, de la traite des êtres humains, etc.